



2021 – une année sans répit pour le Réseau suisse contre l'excision

Dans l'histoire du Réseau contre l'excision, 2021 restera associée au coronavirus. L'impact de la pandémie sur notre travail aura toutefois été plus modéré qu'en 2020. En effet, les expériences acquises l'année précédente nous ont permis de réagir de manière plus flexible et plus rapide aux changements.

2021, une année en mouvement: le Réseau suisse contre l'excision a conseillé et accompagné de manière profession-

nelle les points de contacts régionaux E/MGF nouvellement créés. Nous avons enregistré un nombre toujours élevé de demandes de conseil, devenues en même temps davantage complexes et nécessitant une charge de travail plus importante. De plus, nous avons été confrontés à des changements de personnel en raison du retrait de notre organisation partenaire « Brava », ce qui a également entraîné des restructurations au niveau de l'organisation. Enfin, les développements politiques de l'année écoulée ont influencé directement notre travail – et continueront à le faire.

Vous en apprendrez davantage en parcourant notre rapport annuel.

Aide aux personnes concernées et aux professionnel·les : le point de contact national

L'année dernière, le point de contact national du Réseau suisse contre l'excision a traité environ 128 demandes. La plupart du temps, il s'agissait de questions générales sur le thème de l'excision, sur la manière de gérer une éventuelle mise en danger ou – comme dans le cas de Madame A. (cf. encadré) – de questions relatives au droit de séjour et d'asile.

Le cas de Madame A. est représentatif de celui d'un grand nombre de mères et pères inquiet·es, qui ont entrepris de fuir vers l'Europe sans leurs enfants, avec tous les risques que cela comporte. Arrivées en Suisse, ces personnes ne remplissent souvent pas les conditions restrictives requises pour obtenir un regroupement familial. Dans de telles situations – par exemple en cas de dépendance à l'aide sociale – il ne reste souvent que la demande d'un visa humanitaire. Ces visas sont délivrés en Suisse par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) lorsqu'une personne est directement, sérieusement et concrètement en danger de mort dans son pays d'origine. Lors de la préparation d'une demande de visa humanitaire, les conseillères du point de contact national ont toujours travaillé en étroite collaboration avec le « Service de conseil en matière de visas humanitaires » de la Croix-Rouge suisse. Ce dernier a malheureusement fermé ses portes à la fin du mois de décembre 2021, le nombre de visas délivrés ayant diminué d'année en année et les exigences en matière de preuves étant toujours plus élevées.

Pour Mme A., ce n'est pas une bonne nouvelle. Certes, les conseillères tentent d'organiser une aide sur place pour les jeunes filles menacées. Cependant, les pays d'origine ne disposent pas toujours de possibilités de protection efficaces. C'est une situation difficile pour toutes les personnes concernées, en particulier bien sûr pour les jeunes filles en danger et pour leurs parents.

Ensemble contre l'excision E/MGF : travail de prévention avec les communautés de personnes migrantes

En raison de la pandémie, il n'a pas été possible en 2021 d'organiser plus de cinq manifestations en présentiel avec la coordination du Réseau suisse contre l'excision. À celles-ci se sont ajoutés 32 entretiens de prévention en ligne sur la thématique de l'excision E/MGF, en individuel ou en groupe, auxquels 88 personnes ont participé. Au total, quelque 165 hommes et femmes se sont ainsi investi·es dans une discussion et une réflexion sur le thème tabou de l'excision.

Il est intéressant de constater que le travail avec les communautés s'est diversifié et davantage déplacé vers les régions. Certains points de contact régionaux E/MGF, comme par exemple ceux de Suisse orientale et du Liechtenstein, ont renforcé leur engagement dans le domaine de la prévention avec un tel succès que notre Réseau national a pu mettre fin au travail de développement mené dans cette zone. Il s'agit

Madame A.

– Aperçu de notre pratique de conseil

Madame A. s'adresse au point de contact national du Réseau suisse contre l'excision : elle a dû laisser ses trois enfants dans son pays d'origine chez une amie pour ne pas les exposer aux risques que comportent la fuite vers l'Europe. Aujourd'hui, cette amie menace d'exciser sa fille aînée. Madame A. demande de l'aide à la conseillère du point de contact national du Réseau suisse contre l'excision.

d'une évolution réjouissante, tout à fait souhaitée et en accord avec l'objectif de promouvoir non seulement les offres de soins, de conseil et de prévention dans les régions, mais aussi de les y ancrer de manière durable.

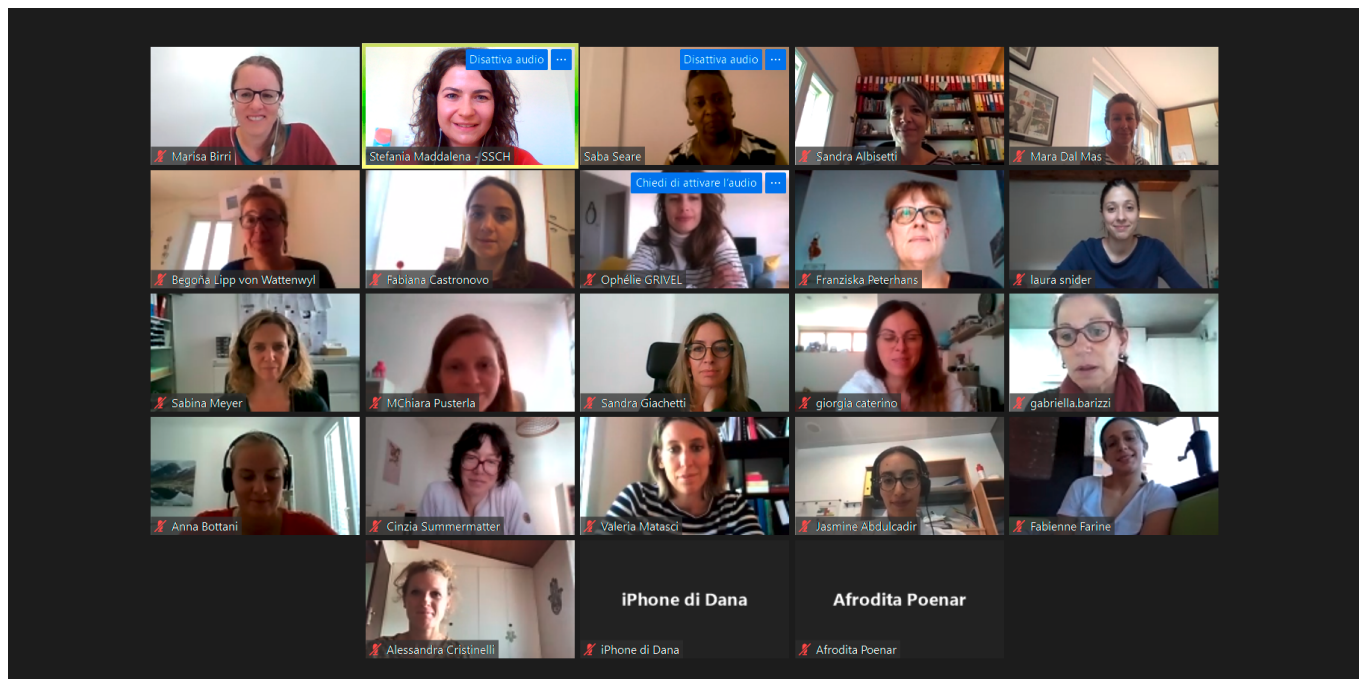
Au cours du second semestre 2021, quatre sessions de formation continue ont été organisées pour les futur·es multiplicateurs et multiplicatrices et pour celles et ceux déjà en activité, ainsi que pour les collaborateurs et collaboratrices de Femmes-Tische en Suisse romande et en Suisse alémanique. À cette occasion, 48 nouvelles personnes ont été sensibilisées au thème de l'excision E/MGF, dont un bon tiers d'hommes. Lors d'une rencontre de formation continue pour le personnel multiplicateur déjà actif, organisée pour la première fois par Zoom et très appréciée sous cette forme, les participant·es ont pu échanger sur leurs expériences et les nouveautés dans le travail de prévention.

Savoir permet d'aider : la sensibilisation des professionnel·les

Pour de nombreux spécialistes du secteur social, de la santé et de la migration, le thème de l'excision représente un défi. Doivent-ils en parler aux personnes susceptibles d'être concernées, et si oui, comment ? Quelles sont les prestations disponibles dans leur région ? Quelle est la situation légale en Suisse ?

De telles questions et bien d'autres encore sont abordées dans le cadre des formations continues et des colloques proposés par le Réseau suisse contre l'excision. En 2021, environ 16 exposés et conférences spécialisées ont été organisés dans toute la Suisse.

L'origine professionnelle des personnes participantes était très divers : du service social pour les personnes réfugiées aux centres d'accueil pour les enfants et les jeunes, des sages-femmes au personnel de police. On le voit, de nombreux domaines sont confrontés à cette thématique. Pourtant, tous ces professionnel·les n'avaient pas forcément conscience que l'excision E/MGF pouvaient constituer un aspect de leur activité. Il est donc d'autant plus important de continuer à les sensibiliser l'année prochaine.



Formation continue en ligne sur l'excision E/MGF au Tessin pour les professionnel.le.s de la santé

Développements dans les régions

Cette année, nous nous sommes rapprochés de l'objectif de mieux ancrer dans les régions la prise en charge médicale et psychosociale des femmes et des jeunes filles concernées par l'excision E/MGF, ainsi que la prévention dans les communautés de personnes migrantes. Ainsi, dans les cantons de Berne et du Tessin, le Réseau suisse contre l'excision a soutenu de manière décisive la mise en place de structures et a délivré à des spécialistes de santé et du conseil une qualification pour travailler sur le thème de l'excision. À **Berne**, le personnel du centre de santé sexuelle ainsi que des gynécologues et des sages-femmes du Centre hospitalier de Bienne ont bénéficié de cette formation.

Nous nous réjouissons tout particulièrement de l'intérêt que le **canton du Tessin** a manifesté en 2021 à l'égard du thème de l'excision. En septembre, nous avons organisé, en collaboration avec la Fédération suisse des sages-femmes, une formation continue en ligne pour les sages-femmes, les professionnel.le.s de la santé et les conseillères des centres de santé sexuelle du canton du Tessin. Une formation continue destinée plus spécifiquement aux professionnel.le.s de la santé est en cours d'élaboration. Dans le cadre des activités en Suisse italienne, il a été décidé de former la collaboratrice tessinoise de Santé sexuelle Suisse, familière de la langue et de la situation locale, afin qu'elle représente le Réseau au Tessin.

En **Suisse orientale**, le Réseau a accompagné le processus de constitution du point de contact E/MGF de Suisse orientale. Cette antenne est compétente pour les cantons St-Gall, Appenzell Rhodes-Intérieures et Appenzell Rhodes-Extérieures. Fin 2021, une association a été créée, qui est désormais en charge de toutes les demandes relatives au thème de l'excision et qui est soutenue financièrement pour une durée provisoire de trois ans par le canton de St-Gall, en particulier pour le travail dans les communautés.

En 2021, des développements ont également eu lieu au niveau politique dans différentes régions de Suisse :

D'une part, dans le canton de **St-Gall**, où une interpellation parlementaire a demandé au Conseil d'État de fournir des réponses sur ce qu'il entendait faire pour la prévention, la protection et la prise en charge des personnes concernées ou menacées par l'excision E/MGF et quels services cantonaux financeraient cet engagement. D'autre part, dans le canton de **Zurich**, un postulat a également été transmis au Conseil d'État en septembre 2021. Ce dernier a maintenant deux ans pour indiquer comment il entend mettre en œuvre les recommandations du rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Rickli¹ et remplir les obligations découlant de la Convention d'Istanbul (Convention sur la prévention de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique).

Convention d'Istanbul et excision E/MFG

En ce qui concerne la mise en réseau et le plaidoyer, 2021 a été placée sous le signe de la procédure de rapport sur la Convention d'Istanbul. La convention du Conseil de l'Europe vise à lutter contre la violence sexo-spécifique et la violence domestique ; l'excision E/MGF y est explicitement mentionnée comme étant une forme de violence à éliminer. La Suisse s'est ainsi engagée à mettre en œuvre des mesures contre l'excision dans les domaines de la prévention, des poursuites pénales et de la protection des victimes.

¹ Cf. «Mesures contre les mutilations génitales féminines. Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 18.3551 Rickli Natalie du 14 juin 2018», Berne 2020.

Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul en Suisse

Rapport alternatif de la société civile

Ed. Réseau Convention Istanbul

Juin 2021



Netzwerk Istanbul Konvention
Réseau Convention Istanbul
Rete Convenzione di Istanbul

Rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul

Actuellement, la mise en œuvre des objectifs de la Convention d'Istanbul en Suisse est examinée par un organe indépendant du Conseil de l'Europe. Alors que la Suisse officielle a remis son rapport national au début de l'été 2021, un vaste réseau d'ONG a publié un rapport parallèle en juillet 2021. Il critique les efforts de la Suisse en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes, estimant qu'ils ne vont pas assez loin.

Le Réseau suisse contre l'excision a lui aussi participé à l'élaboration de ce rapport parallèle. Il demande notamment des mesures de sensibilisation des professionnel·les, des améliorations sur la protection et la prise en charge des personnes concernées, ainsi qu'un financement durable du travail de prévention.

Impressum

Rédaction : Denise Schwegler et Simone Giger, Caritas Suisse
Photos : Caritas Suisse (Heike Gasser), Santé Sexuelle Suisse (Stefania Maddalena), Réseau Convention Istanbul

Plate-forme d'information, relations publiques et médias

Au cours de l'année 2021, notre site Internet multilingue www.excision.ch a été constamment actualisé, amélioré et développé, par exemple en ce qui concerne la présentation des offres régionales. Il est essentiel que les personnes concernées ou menacées par l'excision E/MGF aient facilement accès aux offres de soutien dans leur région. À cette fin, les offres locales doivent être faciles à trouver sur notre site Internet. Nous avons donc procédé à une refonte des points de contact régionaux et mettrons en ligne la nouvelle version au cours du premier semestre 2022.

Le 6 février 2021 – Journée internationale contre les mutilations génitales féminines – le Réseau suisse contre l'excision n'a exceptionnellement pas publié de communiqué de presse. En effet, nous avons déjà réalisé un vaste travail médiatique au moment de la parution du rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat Rickli fin novembre 2021.

Perspectives

L'année prochaine, le Réseau suisse contre l'excision poursuivra son engagement avec beaucoup d'enthousiasme. L'accent sera mis sur la mise en place d'offres régionales dans les domaines du conseil, des soins médicaux et de la prévention. Quelques étapes importantes ont déjà été franchies, notamment le démarrage de l'implantation de structures au Tessin. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que l'accès à des offres durables pour les jeunes filles et les femmes concernées ou menacées par l'excision E/MGF soit garanti dans toutes les régions de Suisse.

Après deux années de pandémie et plusieurs événements en ligne, nous nous réjouissons de retrouver nos multiplicatrices et multiplicateurs, nos professionnel·les, nos collègues et partenaires en face à face cette année, dans le cadre d'un engagement commun pour la protection et la prise en charge des jeunes filles et des femmes menacées ou concernées par l'excision.

Conseil et information pour les professionnel·les et les personnes concernées :

Caritas Suisse

Denise Schwegler, Simone Giger
Téléphone 041 419 23 55
dschwegler@caritas.ch, sgiger@caritas.ch

info@excision.ch
www.excision.ch